

REVISION CONSTITUTIONNELLE

Belkhadem revient à la charge

Abdelaziz Belkhadem a réuni, hier vendredi, à l'hôtel Riadh de Sidi-Fredj à Alger, le bureau exécutif du FLN. L'équivalent de ce qui était l'ex-comité central du parti : il a été question bien sûr des élections législatives mais pas que cela.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - En fait, le discours d'ouverture de Abdelaziz Belkhadem aura été plus celui d'un chef de gouvernement que celui d'un chef de parti : liant sciemment le "travail parlementaire" et l'activité gouvernementale, Belkhadem s'est carrément lancé dans un véritable discours.

Bilan de l'exécutif. Reprenant d'avec son fameux discours social de mai 2006, pour mieux se distinguer de son prédécesseur, Belkhadem insistera longuement sur le pouvoir d'achat : "Nous sommes tout à fait conscients des difficultés qu'éprouvent de nombreuses couches sociales, nous avons procédé à un surcoût de financement des produits de grande consommation (...). Aussi, l'augmentation du SNMG et des salaires, qui a concerné 4 millions de travailleurs, a nécessité un grand

courage politique de Son Excellence M. Le président de la République, président du parti." Ce même "mérite" Belkhadem l'attribue également à Bouteflika dans la vraie-fausse "affaire Khalifa".

"Si l'affaire Khalifa constitue un foyer de corruption, le président de la République, premier magistrat du pays, a eu le courage d'ouvrir ce dossier devant le monde entier (...) Et si nous nous désolons de l'existence de ce genre de scandale, nous ne regrettons nullement tous ceux qui s'en trouvent impliqués. Quels qu'ils soient."

Sur un tout autre chapitre, et évitant superbement d'évoquer la dernière vague d'attentats terroristes qui s'abat sur le pays, Belkhadem aborde le sujet de la manière qui lui convient le mieux : "Nous demeurons très attachés à la démarche de la réconciliation



nationale qui est un pacte par lequel les Algériens ont en toute liberté, fait leurs adieux à la violence sous toutes ses formes." Et les derniers attentats d'"Al-Qaïda-Maghreb" alors ? Il est vrai que Belkhadem, qui n'a jamais caché ses convictions, a parlé, dans son discours de "la

nécessité de combattre la criminalité et le banditisme"...

"Nous aurons un rendez-vous avec la Constitution"

Mais là où Belkhadem surprend le plus, c'est quand il remet sur le tapis la brûlante question de la révision constitutionnelle. "Durant la prochaine mandature, nous aurons un

rendez-vous avec la Constitution. Nous avons soutenu et nous soutiendrons la proposition du président de la République relative à la révision de la Constitution sous quelque forme que ce soit" (référendum, par les deux chambres du Parlement, ndlr).

Cette relance subite du débat sur la révision de la Constitution suscite plusieurs interrogations. Intervenant à la suite de la réponse "évasive" de Bouteflika qui, interrogé sur la question par le quotidien espagnol *El País* affirmant que "le projet est à l'étude", Belkhadem cherche-t-il à augmenter la pression dans ce sens ? "A vrai dire, explique un haut responsable du FLN, ce qui intéresse Belkhadem à travers la révision constitutionnelle, ce n'est pas tant la possibilité d'un troisième mandat pour Bouteflika qu'il sait, de toutes les façons plus d'actualité, mais bel et bien le poste de vice-président que prévoit ce projet de révision. Un poste qui ouvre grandes les portes à un destin national..."

Concernant par ailleurs les prochaines élections législa-

tives, Belkhadem révélera, dans son discours, une décision d'importance capitale pour le parti. "Nous avons transformé l'instance exécutive en une commission électorale. Et c'est l'instance exécutive qui tranchera en dernier lieu sur les listes définitives de candidatures". En procédant de la sorte, Belkhadem cherche surtout à "concentrer" la décision, jusque-là répartie sur les membres d'une commission pléthorique.

Avec 4 500 dossiers de candidatures et les frictions qui ravagent le FLN depuis 2004, l'actuel chef du gouvernement sait pertinemment que le risque est grand quant à assister à des "contre-campagne" à l'intérieur même du parti. D'où cette allusion : "Notre objectif n'est pas de participer mais de gagner les élections pour rester la première force politique du pays (...). L'individu doit s'effacer devant le parti et il faut faire en sorte que ce qui la haine, les rivalités et l'égoïsme ne fassent pas embraser les listes du parti." Une véritable mise en garde.

A. K.

MEETING DE MOUSSA TOUATI A LA SALLE HARCHA

"Nous serons présents dans les 48 wilayas"

Moussa Touati, le président du Front national algérien (FNA), est bien décidé à rentrer de plain-pied dans la bataille électorale du 17 mai prochain. Jeudi dernier, lors d'un meeting organisé à la salle Harcha, il a lancé un appel en direction de la jeunesse algérienne pour «participer massivement aux prochaines élections législatives».

Lors de cette première sortie publique, le président du FNA dressera son bilan de l'année 2006, tout en appelant "les jeunes Algériens à se rendre massivement aux urnes pour exprimer librement leur choix et mettre définitivement fin à la politique du boycott".

Le FNA "œuvre à préparer cette jeunesse à l'avenir pour lui permettre de porter la voix de l'Algérie" dans le concert des nations, a dit M. Touati qui a souligné la nécessité de "relever le défi lors des prochaines échéances", prévues le 17 Mai.

Le président du FNA a, par ailleurs, mis l'accent sur la nécessité d'"ouvrir la voie à la jeunesse et lui donner l'occasion de montrer ses compétences". Le président du FNA plaident ainsi pour une implication des jeunes dans les prochaines élections, en laissant entendre que les candidats du FNA se présenteront en force sur les listes de son parti.

A ce propos, il dira que son parti participera aux prochaines législatives dans les 48 wilayas, et que les listes des candidats du FNA seront arrêtées lors des élections primaires du parti, prévues le 17 mars.

Moussa Touati a tenu à préciser également que le FNA vise d'abord à s'imposer comme une formation politique qui a son mot à dire sur la scène politique nationale. "Nous continuons à militer pour la liberté, et nous œuvrons à faire entendre la voix de nos militants et des citoyens. Je suis sûr que le FNA va surprendre."

En marge de cette manifestation, le président du FNA a évoqué avec les journalistes plusieurs autres questions d'actualité. Il dira sur l'affaire El Khalifa que depuis la transition de l'Algérie du système socialiste vers le libéralisme, on a mis l'argent de l'Etat entre les mains de gens qui n'assument pas leur rôle envers le pays et les citoyens. "Aujourd'hui, je ne suis pas étonné devant la série de scandales financiers. Je dirais qu'il y a pire que cela, si d'autres dossiers étaient ouverts. Les Algériens ne savent plus où va leur argent", a-t-il tonné. Dans le cadre des activités de son parti, le président du FNA compte organiser d'autres meetings dans plusieurs wilayas du pays en attendant de s'engager "pleinement dans la bataille électorale".

A. B.

SAID SADI AU FORUM DE LA CHAINE II

"La fraude électorale est la mère de toutes les corruptions"

La participation du RCD aux prochaines élections législatives, la permanence du problème de la fraude électorale, la corruption, l'analyse et le discours politique développés par le RCD après son 3e congrès sont les principales questions abordées par l'invité du forum de la Chaîne II de la Radio nationale, dans la matinée de jeudi dernier, le Dr S. Sadi pour qui "la fraude électorale est la mère de toutes les corruptions".

Ce mal qui risque de resurgir lors des prochaines législatures pollue la vie politique et l'économie nationales et accentue la fracture existant entre l'Etat et la société. S. Sadi motivera la participation du RCD aux prochaines élections législatives par les changements intervenus dans le climat politique actuel, contrairement à celui ayant prévalu en 2002 où prendre part aux élections législatives d'alors était "moralement impossible en raison de la répression sanglante qui a sévi en Kabylie".

Le leader du RCD, qui marque sa différence avec les partisans de la fraude qui ne présentent pas, d'après lui, d'alternative à cette option, semble plus regretter que critiquer le boycott préconisé par le FFS, faisant remarquer qu'"à chaque fois qu'il y a retrait des partis démocratiques, on constate une catastrophe dans la gestion des collectivités locales". Toutefois, la présence "d'un adversaire respectable" comme le FFS à ces élections n'aurait pas gêné le responsable du RCD qui désignera ceux pour qui la poli-

tique est synonyme de vol et de corruption comme étant "nos adversaires qu'il faut combattre". Pour S. Sadi, qui confirme, sans plus de précisions, l'existence de contacts avec des personnalités et des partis du courant démocratique, la confection des listes électorales qui sera ouverte aux militants du parti, aux syndicalistes et aux personnalités politiques extérieures au parti est conditionnée par l'intégrité, la probité, morale et la compétence. Des critères définis comme étant nécessaires "pour compenser la faiblesse numérique qu'imposera la fraude au sein de l'Assemblée". Revenant sur la gestion judiciaire et politique du scandale Khalifa, le numéro un du RCD, qui critique le caractère sélectif de la justice dans le cadre de ce procès, estimera que cette affaire a discrédité l'Etat algérien à l'étranger. Il regrettera que les actifs du groupe Khalifa ne soient pas préservés.

"L'argent appartient à l'Etat", précisera Sadi qui s'efforcera de minimiser la gravité de tous ces scandales et d'autres "qui vont éclater prochainement", dira que la fraude électorale est mère de toutes les corruptions, car, permettant, selon lui, l'intrusion en politique de personnes dépourvues d'intégrité morale. Pour S. Sadi, ces scandales qui secouent les institutions majeures de notre pays indiquent que "nous sommes dans une situation où la nation est menacée sur le plan moral (...). Il y a une véritable révolution morale à mener avec des acteurs politiques capables et ayant la

volonté de le faire", plaidera le patron du RCD qui mettra en garde, si les choses restent en l'état, sur le risque que cela entraîne sur la souveraineté nationale.

"Lorsqu'il n'y a pas de lien entre la société et l'Etat, c'est la porte ouverte à toutes les manœuvres à toutes les pressions extérieures", expliquera S. Sadi dans sa réponse, à la question d'un confrère de la Chaîne III qui voulait savoir si le RCD a troqué le minimum républicain, credo prôné depuis sa naissance par ce parti, contre un consensus et une ouverture plus large et sans exclusif sur tous les courants politiques, le président du Rassemblement pour la culture et la démocratie précisera que le consensus républicain est le minimum qui s'impose à toute la classe politique.

"Rien n'a changé dans le programme du RCD qui a plaidé dès la naissance pour le consensus et la modernité", dira l'orateur qui défend l'option du dialogue entre tous les Algériens qui "doivent apprendre à communiquer même quand ils sont en désaccord. Nous devons le faire même pour identifier les points de désaccord et amener les uns et les autres à clarifier leurs positions sur un certain nombre de dossiers".

Ainsi balisés, selon Sadi, ce "minimum consensuel" permettra l'identification du champ politique algérien que S. Sadi segmente en trois pôles : "les républicains, les conser-

vateurs et les islamistes". Sur le plan économique, le président du RCD s'est montré très réservé sur le bilan en cours du programme présidentiel "dont les contours ne sont pas précis" et que beaucoup louent paradoxalement les vertus. Selon Saïd Sadi pour qui le taux actuel de croissance économique est dû aux performances du marché pétrolier, ils ne sont pas le résultat d'une production de la richesse nationale. Pour le président du RCD, l'opacité, l'absence de transparence dans la gestion, les scandales financiers, le fonctionnement de la justice sont des facteurs dissuasifs parmi d'autres de l'investissement étranger.

"Il y a un désordre politique qui fait que la corruption devient la norme économique", dira en conclusion l'invité de la Radio nationale Chaîne II.

S. A. M.

